

Chambre des Représentants.

SESSION 1839 — 1840.

Commission des Pétitions.

FEUILLETON N° 1.

M. JADOT, 1^{er} rapporteur.

Numéros du feuilleton.	Numéros du livre des pétitions.
------------------------------	---------------------------------------

- | | | |
|----|-----|--|
| 1. | 11. | Par pétition du 26 septembre 1838,
Le sieur Wyam, éclusier, à Maubray, se plaint de ce qu'on refuse de lui payer les arriérés des années 1833, 1834 et 1835 de la pension de retraite dont il jouit comme ancien douanier, sous prétexte qu'il ne peut cumuler cette pension avec son traitement d'éclusier, bien que, sur sa réclamation, on la lui ait payée à partir de 1836. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances. |
| 2. | 28. | Par pétition du 2 octobre 1838,
Plusieurs membres de l'ordre de la Légion-d'Honneur, demeurant à Bruxelles, décorés sous l'Empire, demandent le paiement de l'arriéré de leurs pensions. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements. |
| 3. | 62. | Par pétition du 19 novembre 1838,
Le sieur Louis Vanormelingen de Lowaige, militaire congédié pour cause de prédisposition très prononcée à la phthisie, demande une pension ou sa réintégration dans l'armée. — Concl. — Ordre du jour. |
| 4. | 77. | Par pétition du 5 décembre 1838,
Le sieur Gérard Dome, de Liège, rendu impropre au service militaire, par suite de blessures et de maladie contractée en activité de service, en qualité de sapeur dans la garde civique mobilisée de Liège, demande que la Chambre intervienne pour obtenir |

la révocation de la décision du ministre qui rejette une première demande, pour le motif qu'il aurait dû faire constater ses droits à une récompense militaire quelconque, avant de quitter le service. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.

5. 122. Par pétition du 17 décembre 1838,

Le sieur Pierre-Jean Dion, ancien soldat, qui a reçu plusieurs blessures dans les combats livrés pour l'indépendance de la Belgique, demande que la Chambre intervienne pour lui faire obtenir ce qu'il a vainement sollicité jusqu'à ce jour, une indemnité ou un emploi. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.

6. 162. Par pétition du 16 janvier 1839,

Le sieur Ceulers, de Hasselt, se plaint de ce que, le 9 mai 1838, plus de 200 militaires de toute arme, appartenant au camp de Beverloo, ont démoli la maison qu'il avait fait bâtir depuis près de cinq ans, sur un terrain lui appartenant, à proximité du camp, de l'impunité de ce fait grave qu'il a vainement dénoncé aux autorités civiles et militaires, et du refus que l'on fait de l'indemniser. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre, avec demande d'explications.

7. 209. Par pétition sans date,

Le sieur Holyoet, auditeur militaire de la Flandre orientale, se plaint d'avoir été arrêté et renfermé arbitrairement dans une maison de fous, et des mauvais traitements qu'il y a essuyés. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la justice, afin d'explications.

8. 219. Par pétition datée de Bruxelles, le 12 mai 1839,

Le sieur Gérard père, décoré de la croix de fer et qui a subi l'amputation de la jambe gauche, par suite de blessures reçues dans les journées de septembre 1830, se plaint d'avoir été destitué de l'emploi de concierge de l'église des Augustins, qu'il a occupé pendant plus de cinq ans, et du refus que l'on fait de lui payer ce qui reste dû sur son salaire. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.

9. 251. Par pétition sans date, présentée à la Chambre le 21 mars 1839,

Le sieur Souillard dit Chiret se plaint d'avoir été arrêté arbitrairement le 13 dudit mois, pour être expulsé et conduit à la frontière de France, bien qu'il fût porteur d'un passeport et sans qu'on lui ait remis copie de l'ordonnance d'expulsion. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la justice, avec demande d'explications.

10. 262. Par pétition du 22 mars 1839,

Le sieur François Deboeck, de Ste-Marguerite, Flandre orientale, demande que la Chambre intervienne pour le faire réintégrer dans l'emploi de brigadier des douanes, dont il a été privé sur des rapports dont l'inexactitude a été reconnue depuis sa destitution, et à l'égard desquels il demande qu'une nouvelle enquête soit faite. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.

Par 15 pétitions, communiquées à la Chambre, les 9 mars, 17. 20, 21 novembre, 10, 19 et 22 décembre 1838,

Des militaires pensionnés demandent une augmentation de pension. — Concl. — Renvoi à la section centrale chargée de l'examen du projet de loi sur les pensions militaires.

M. ULLENS, 2^e rapporteur.

- | | | |
|-----|-------|---|
| 12. | 53. | Par 3 pétitions datées de Mons et de Quaregnon, les 1 ^{er} , 5 et 6 octobre 1837,

Trois légionnaires du Hainaut demandent le paiement de la pension attachée à la Croix-d'Honneur. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements. |
| 13. | 12. | Par pétition sans date,

Trois légionnaires belges, de la province du Hainaut, demandent la pension attachée à la Croix-d'Honneur. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements. |
| 14. | 6. | Par pétition du 10 novembre 1839,

Dix chevaliers de la Légion-d'Honneur demandent le paiement de l'arriéré de leur pension. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements. |
| 15. | 50. | Par 2 pétitions du 1 ^{er} octobre 1837, et du 16 décembre 1839,

Les sieurs J. Roelants et J.-B. De Graeve, membres de la Légion-d'Honneur, demeurant à Gand, demandent le paiement de leur pension comme légionnaires. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements. |
| 16. | 1204. | Par pétition du 15 janvier 1837,

Le sieur Van Dael, chevalier de la Légion-d'Honneur, à Mons, demande que la Chambre alloue une somme au budget pour payer le traitement des légionnaires. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements. |
| 17. | 320. | Par pétition sans date,

Plusieurs signataires du <i>Mémoire de réclamation de la croix de fer</i> , demandent que la Chambre s'occupe de cet objet — Concl. — Ordre du jour. |
| 18. | 37. | Par pétition sans date,

Un grand nombre de notables de Bastogne, demandent l'achèvement du canal de Meuse et Moselle, l'établissement d'une route de Bastogne à Stavelot et de Bastogne à Buret. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des travaux publics. |
| 19. | 65. | Par pétition du 22 novembre 1838,

Des habitants de la commune de Lokert (Flandre occidentale), demandent la construction d'une route pavée ou empierrée d'Ypres |

- jusqu'à la frontière de France vers Bailleul. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des travaux publics.
20. 78. Par pétition du 30 novembre 1838,
Les principaux habitants du canton de Horst réclament contre une décision de l'administration des ponts et chaussées, qui supprime le grand passage d'eau de Lottum et le convertit en petit passage. — Concl. — Ordre du jour.
21. 152. Par pétition du 10 janvier 1839,
Les sieurs P. Engel et M. Werver, cultivateurs à Bruch (Luxembourg), demandent l'autorisation de pouvoir construire une habitation sur le territoire d'Eschweiler, commune de Rodenburg. — Concl. — Ordre du jour.
22. 15. Par pétition du 26 septembre 1837,
L'administration communale de Bunde (Limbourg), demande que cette commune soit débarrassée du paiement des intérêts d'un capital de fr. 4.145, employé à payer les frais de réparation à la grande route de Maestricht à Venloo, et que le gouvernement prenne à sa charge le dit capital. Même demande de la commune de Houthem. — Concl. — Ordre du jour.
23. 1289. Par pétition du 13 février 1837,
Des habitants, propriétaires du hameau de Mangombroux, commune de Stembert, district de Verviers, réclament contre la pétition de quelques habitants de ce hameau, tendant à ce qu'il ne soit pas réuni à la commune future de Heusy. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur et des affaires étrangères.
25. 1267. Par pétition du 30 janvier 1837,
Plusieurs habitants de la section de Mangombroux, commune de Stembert, réclament de nouveau contre la pétition des habitants de la section de Heusy, tendant à ériger cette section en commune séparée. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur et des affaires étrangères.
25. 1202. Par pétition du 4 janvier 1837,
La dame Anne-Catherine Peeters, boutiquière, à Anvers, demande la radiation d'inscriptions prises au profit du trésor, pour assurer le fermage d'une barrière sur la route d'Anvers à Boom, fermages qui ont été régulièrement soldés et acquittés. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.
26. 1113. Par pétition du 3 décembre 1836,
L'administration communale de Rumbeke (Flandre occidentale), demande la construction d'une route pavée de Roulers à Iseghem pour joindre les deux grandes routes d'Ostende à Lille et de Bruges à Courtray. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des travaux publics.
-

M. MILCAMPS, 3^e rapporteur.

27. 51. Par pétition du 14 octobre 1837,
Le sieur Bourgogne, ex-directeur de la monnaie, demande le paiement d'une somme de florins 1,750, du chef de son traitement pour l'année 1831 et neuf mois de 1832, époque à laquelle il a donné sa démission. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.
28. 1328. Par pétition du 24 janvier 1837,
La direction de la wateringue du Capitalen-Dam réclame de nouveau la restitution de ses écluses, l'indemnité de ses pertes, et un nouvel écoulement pour ses eaux pluviales. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.
29. 1292. Par pétitions des 14 et 15 février 1837,
La dame V^e De Ridder et les héritiers de la V^e Storms, réclament le paiement de l'indemnité qui leur revient du chef de l'incendie de leur ferme en 1830. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
30. 1336. Par pétition du 6 mars 1837,
La dame V^e Nauwelaers, à Berchem, réclame le paiement de l'indemnité qui lui revient du chef des pertes qu'elle a essuyées en 1830. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
31. 1355. Par pétition du 20 mars 1837,
Des propriétaires de voitures et chevaux de Lovenjoul, réclament le paiement de l'indemnité qui leur revient du chef de prestations militaires faites à l'armée belge en 1831. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.
32. 1253. Par pétition du 9 janvier 1837,
Des propriétaires de voitures et de chevaux, de Louvain et autres communes environnantes, mis en réquisition pour l'armée belge en 1831, demandent le paiement de leur créance arriérée. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.
33. 1448. Par pétitions des 18 et 29 avril 1837,
Les propriétaires de voitures et chevaux des communes de Blanden et Bierbeeck, réclament le paiement des prestations militaires faites en 1831, pour le service de l'armée belge. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.
34. 1045. Par pétition du 30 juillet 1836,
Le sieur Prosper Gathy, coiffeur, à Liège, ci-devant sous-lieutenant au premier bataillon de la garde civique mobilisée de Liège, réclame le paiement des 2 mois de solde accordés par le roi aux officiers qui étaient en congé illimité depuis le 1^{er} septembre 1834, paiement qui lui a été refusé. — Concl. — Ordre du jour.
35. 317. Par pétition du 22 mai 1839,
Le baron de Diert, à Auvers, réclame l'intervention de la Chambre

- pour obtenir le paiement de prestations faites à l'armée française, par feu son beau-père en 1832. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.
36. 7. Par pétition du 1^{er} septembre 1839,
Des bateliers de la province de Liège, demandent une indemnité du chef des pertes essuyées par eux en 1830. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
37. 312. Par pétition du 21 mai 1839,
Le sieur Scheys, à Bruxelles, demande le paiement de l'indemnité qui lui revient du chef des pertes qu'il a essuyées en septembre 1830. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
38. 318. Par pétition du 6 juin 1839,
Le sieur D. D. Ernotte, à Bruxelles, demande que la Chambre s'occupe du projet de loi relatif aux indemnités. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
39. 10. Par pétition du 12 novembre 1839,
Le sieur J.-C.-N. De Munck, propriétaire, à Bruxelles, demande que la Chambre s'occupe de la loi relative aux indemnités. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
40. 15. Par pétition du 28 août 1839,
Des propriétaires de chevaux et voitures, de la commune de Lovenjoul (arrondissement de Louvain), demandent une indemnité du chef des prestations militaires, faites à l'armée belge en 1831. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.
41. 17. Par pétition du 7 novembre 1839,
Le sieur J. Weustenraad, notaire dans la partie cédée du Limbourg, demande une indemnité mensuelle de 250 francs pour aider à sa subsistance. — Concl. — Ordre du jour.
42. 322. Par pétition du 10 mai 1839,
Le sieur Delguste, journalier, à Grand-Camp, demande une indemnité du chef des dommages qu'éprouve son habitation, située au bas d'un remblai du canal d'Antoing. — Concl. — Ordre du jour.
43. 34. Par pétition sans date,
Le sieur Charles Van Belloen, cultivateur, à Berthem, demande un secours qui l'indemnise des pertes qu'il a essuyées par l'ouragan du 6 juin. — Concl. — Ordre du jour.
44. 35. Par pétition du 17 juillet 1839,
Le sieur J. Raymaekers, aubergiste, à Corbeek-Loo, demande à être indemnisé des pertes qu'il a essuyées en 1831, par l'agression hollandaise. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
45. 47. Par pétition du 8 octobre 1837,
Le sieur Jacques Maréchal, batelier, à Jemeppe, réclame de nouveau le paiement de l'indemnité qui lui revient du chef des dégâts commis à son bateau qui a servi à l'établissement d'un pont

- sur le canal de Maestricht à Bois-le-Duc. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
46. 1193. Par pétition du 11 janvier 1837,
Le sieur Ch. Bovyn, brasseur, à Assenede, demande le paiement de l'indemnité qui lui revient du chef des pertes qu'il a essuyées par l'invasion hollandaise en 1831. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
47. 1337. Par pétition du 8 mars 1837,
La dame veuve B^d Teirlinck, à Gand, renouvelle sa demande de paiement du salaire gagné par son mari en 1831, comme huissier de la garde civique de Gand. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des travaux publics.
48. 52. Par pétition du 15 octobre 1837,
Le conseil communal et les habitants de la commune de Machelen réclament le paiement de l'indemnité qui leur revient du chef de logements militaires qui leur ont été imposés, contrairement à l'arrêté du 18 avril 1814. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.
49. 18. Par pétition du 5 octobre 1837,
L'administration communale de la ville de Mons, demande que les sommes à payer par les villes du chef des pillages et des dévas-tations qui y ont été commis pendant la révolution, soient portées au budget de l'État. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
50. 79. Par pétition du 24 octobre 1837,
Des habitants de la 5^e section (*extrà muros*), d'Anvers, deman-dent qu'il soit fait une allocation au budget de 1838, pour les indemniser des pertes que leur ont causées les désastres de la guerre. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
51. 18. Par pétition du 14 novembre 1838,
Le sieur J.-C.-N. De Munck, propriétaire, à Bruxelles, réclame le paiement de l'indemnité qui lui revient du chef du pillage de sa maison en 1830, lors de l'attaque hollandaise. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
52. 476. Par pétition du 22 avril 1838,
Le sieur J. De Rop, propriétaire, à Beveren, demande le paie-ment de l'indemnité qui lui revient du chef de l'enlèvement de 73 ares 55 centiares de gazons sur sa propriété, pour réparation aux digues des poldres du Doel. — Concl. — Renvoi à M. le minis-tre des travaux publics.
53. 376. Par pétition du 21 février 1838,
Le sieur P. Duboux, négociant en vins, à Tirlemont, demande à être indemnisé des pertes qu'il a essuyées lors de l'agression hol-landaise en 1831, par le pillage de ses caves. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

Par pétition du 7 octobre 1837,

La députation provinciale de la Flandre orientale demande que la chambre s'occupe de la loi relative aux indemnités. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

55. 1499. Par pétitions des 24 avril et 16 mai 1837,

Les régences de Stabroek et de Lillo, demandent que la Chambre s'occupe de la loi relative aux indemnités. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

56. 15. Par pétition du 21 mai 1838,

Les habitants des communes inondées de Lillo, Santvliet et Stabroek, demandent le paiement des indemnités qui leur reviennent du chef des inondations. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

57. 479. Par pétition du 16 avril 1838,

Les administrations communales de Stabroek, Lillo, Santvliet et Beerendrecht, demandent qu'il soit voté des secours à répartir aux inondés en attendant la loi générale des indemnités. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

58. 66. Par pétition du 27 novembre 1838,

Les administrations communales de Lillo, Stabroek et Santvliet, demandent, qu'en attendant la loi sur les indemnités, il soit voté au budget de 1839 une somme de fr. 300,000 pour les Belges nécessiteux qui y ont des droits. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

59. 35. Par pétition du 14 novembre 1838,

Le sieur Hubert Guysen, à Louvain, renouvelle sa demande d'indemnité du chef des pertes qu'il a éprouvées en 1831 par suite de son service dans la garde civique. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.

60. 56. Par pétition du 23 novembre 1838,

Le sieur P.-G. Schoovaers, à Bruxelles, demande que la Chambre s'occupe avant tout d'une loi sur les indemnités du chef des pillages. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

61. 478. Par pétition du 22 avril 1838,

La dame veuve Van Overloop, à Kemseke (Flandre orientale), demande le paiement de l'indemnité qui lui revient du chef de l'abattage de 27 arbres de haute futaie sur sa propriété, par le génie militaire, lors de la construction de la redoute de Kemseke.

62. 213. Par pétition du 7 novembre 1834,

Le sieur J.-M. Mombaerts, marchand-tailleur, à Louvain, propriétaire de deux parcelles de terre traversées par le chemin de fer, demande que la Chambre intervienne pour amener un arrangement entre lui et le gouvernement. — Concl. — Ordre du jour.

63. 38. Par pétition du 19 novembre 1838,

Le sieur J.-B. Rulens, jardinier à Anvers, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le paiement d'une parcelle de terre cédée depuis 1835 à l'administration du chemin de fer. — Concl. — Ordre du jour.